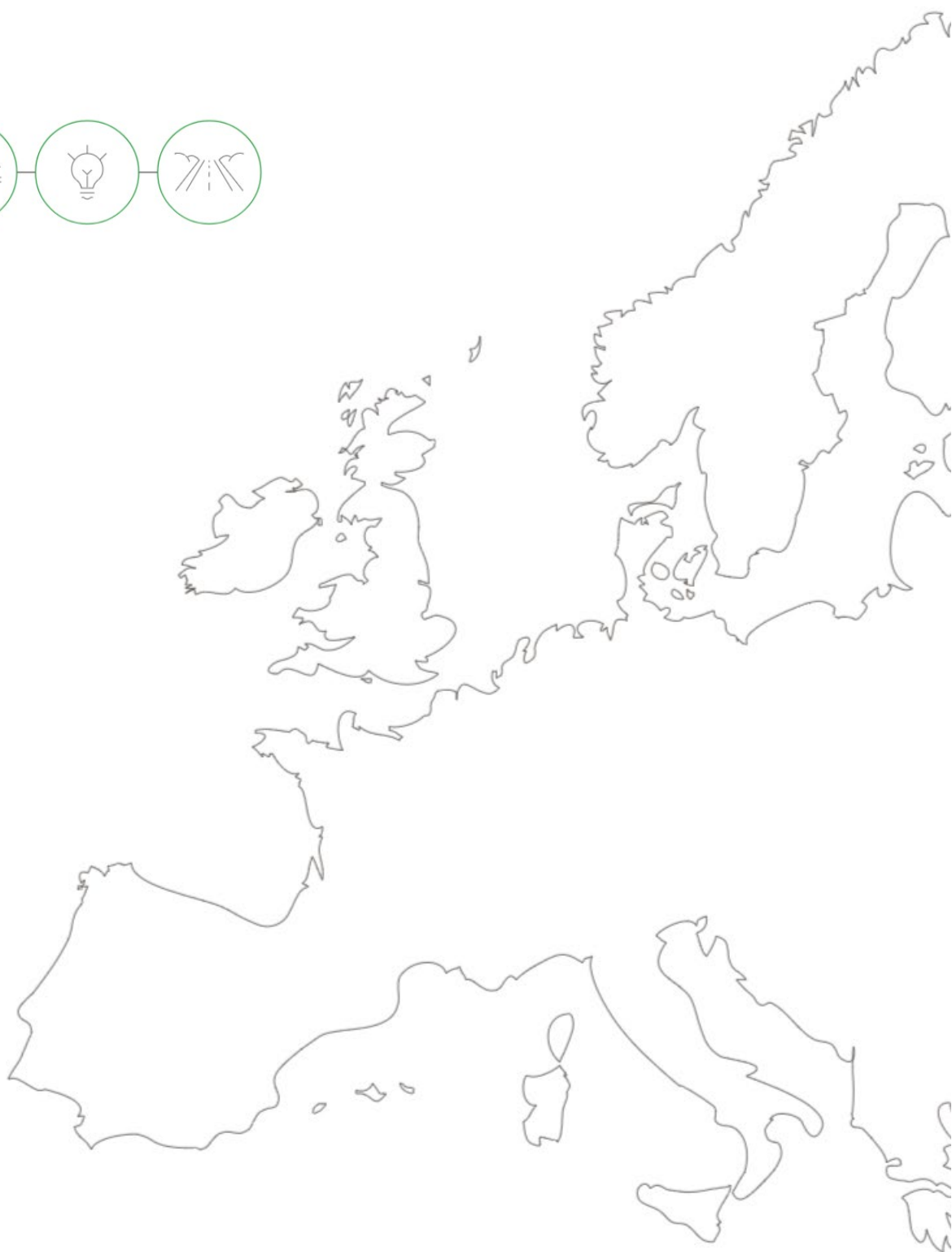
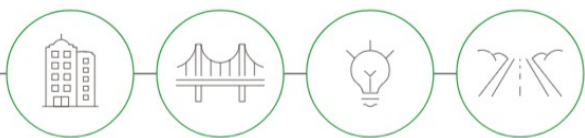


Rapport financier semestriel 2023



Sommaire

I.	Attestation du responsable.....	3
II.	Rapport semestriel d'activité.....	4
III.	Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023	7
IV.	Rapport des Commissaires aux comptes.....	23

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 30 août 2023

Benoît de Ruffray

Administrateur – Président-directeur général

II. Rapport semestriel d'activité

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 10,43 milliards d'euros au 1er semestre 2023, en hausse de 10,4 % à structure réelle (+ 9,0 % à périmètre et change constants) par rapport au 1er semestre 2022.

L'activité des Travaux croît de 10,4 % à 8,68 milliards d'euros (+ 8,8 % à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires atteint 5,61 milliards d'euros en France, en hausse de 7,2 %, et 3,07 milliards d'euros à l'international, en hausse de 16,6 % (+ 22,4 % en Europe hors France).

Dans la branche Construction, l'activité est en hausse de 6,3 % (+ 6,1 % à périmètre et change constants) à 2,20 milliards d'euros, dont + 5,6 % en France et + 8,4 % à l'international. En immobilier, le chiffre d'affaires est en baisse de 16,0 %. Les tendances constatées en 2022 en France se confirment : chute du logement neuf partiellement compensée par la rénovation résidentielle et la construction neuve d'équipements publics et industriels. La commercialisation de logements ralentit fortement et s'établit à 710 unités contre 1 519 au 1er semestre 2022.

Dans la branche Infrastructures, le chiffre d'affaires est en hausse de 9,2 % (+ 9,2 % à périmètre et change constants) à 3,64 milliards d'euros. En France, l'activité est en légère augmentation de 0,7 %, avec de fortes disparités par métier. La baisse du Génie Civil (- 14,8 %) est due à une moindre contribution des projets du Grand Paris Express et à l'achèvement des travaux de l'A79 en 2022 alors que le Métal (+ 45,8 %) bénéficie, en France comme à l'international, de l'essor de l'éolien offshore. La Route est en croissance de 7,2 % en France. A l'international, le chiffre d'affaires est à nouveau en forte progression (+ 22,7 % - dont Génie Civil + 16,8 % et Métal + 44,0 % -), grâce à une forte dynamique en Europe hors France (+ 32,4 %).

Dans la branche Énergie Systèmes, portée par la transition écologique et digitale, l'activité croît de 15,4 % (+ 10,7 % à périmètre et change constants) à 2,83 milliards d'euros, dont + 17,2 % en France (+ 10,9 % à périmètre et change constants) et + 12,2 % à l'international, dont + 17,4 % en Europe hors France (+ 15,0 % à périmètre et change constants), grâce à une progression sensible du chiffre d'affaires des principaux pays dans lesquels la branche est implantée.

Dans les Concessions, le chiffre d'affaires est en hausse de 10,2 % (+ 9,7 % à périmètre et change constants) à 1,76 milliard d'euros. Globalement, le trafic autoroutier est en augmentation par rapport au 1er semestre 2022 (+ 3,0 % chez APRR, + 0,6 % sur l'autoroute A65, + 2,0 % sur le viaduc de Millau et + 2,0 % sur l'autoroute de l'Avenir au Sénégal). Le trafic des aéroports de Lille et Toulouse augmente de 15,0 % par rapport au 1er semestre 2022 (- 19,5 % par rapport au 1er semestre 2019) pour un chiffre d'affaires en hausse de 23,8 %. Deux nouvelles activités viennent contribuer au chiffre d'affaires du semestre : le démarrage du contrat de concession de logements pour le ministère des Armées en France (Nové) et l'intégration de Sun'R dans les énergies renouvelables (31 millions d'euros d'activité au total).

Millions d'euros	Chiffre d'affaires 1er semestre 2022	Chiffre d'affaires 1er semestre 2023	Variations	
			Structure réelle	Périmètre et change constants
Construction	2 071	2 201	+ 6,3 %	+ 6,1 %
dont immobilier	501	421		
Infrastructures	3 334	3 641	+ 9,2 %	+ 9,2 %
Energie Systèmes	2 454	2 833	+ 15,4 %	+ 10,7 %
Total travaux	7 859	8 675	+ 10,4 %	+ 8,8 %
Concessions (hors IFRIC 12)	1 593	1 756	+ 10,2 %	+ 9,7 %
Total groupe (hors IFRIC 12)	9 452	10 431	+ 10,4 %	+ 9,0 %
Dont :				
. France	6 791	7 333	+ 8,0 %	+ 6,3 %
. International	2 661	3 098	+ 16,4 %	+ 15,9 %
dont Europe	2 295	2 808	+ 22,4 %	+ 21,7 %
dont Hors Europe	366	290	- 20,8 %	- 20,2 %
Chiffre d'affaires « Construction » des Concessions (IFRIC 12)	147	85		n.s.

Résultats

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 1 009 millions d'euros, pour une marge opérationnelle de 9,7 % contre 9,8 % au 1er semestre 2022.

Dans la Construction, la marge opérationnelle, stable à 3,4 % en dépit de la dégradation du marché du logement neuf en France, vient confirmer la résilience du modèle intégré constructeur promoteur.

Dans la branche Infrastructures, la marge opérationnelle, traditionnellement négative au premier semestre dans les métiers du Génie Civil et de la Route, passe de - 1,0 % en juin 2022 à - 0,5 % en juin 2023, portée notamment par la forte croissance dans le Métal.

Dans la branche Énergie Systèmes, la marge opérationnelle progresse sensiblement à 4,3 % (4,0 % au 1er semestre 2022), soutenue par la bonne performance opérationnelle de l'activité en France, comme dans les autres implantations européennes.

Au total des Travaux, la marge opérationnelle est en hausse significative à 2,1 % (1,7 % au 1er semestre 2022), portant la contribution des Travaux au résultat opérationnel courant du semestre à 178 millions d'euros contre 135 millions d'euros au 1er semestre 2022.

Dans les Concessions, la marge opérationnelle s'établit à 48,2 % (49,6 % au 1er semestre 2022), APRR affichant, pour sa part, une marge d'Ebitda de 76,8 %, contre 76,5 % en juin 2022. Le démarrage de nouvelles concessions (Aliae -A79-, Nové) et l'intégration de Sun'R induisent une légère dilution de la marge opérationnelle. D'autre part, la mise en service de certains grands investissements chez APRR entraîne une hausse de la charge d'amortissement. La contribution des Concessions au résultat opérationnel courant est de 847 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 791 millions d'euros au 30 juin 2022.

Les autres charges et produits opérationnels représentent une charge nette de 28 millions d'euros contre une charge nette de 20 millions d'euros au 1er semestre 2022.

Le coût de l'endettement financier net est en hausse de 33 millions d'euros à 158 millions d'euros.

La consolidation par mise en équivalence de Getlink a comme incidence, d'une part, la comptabilisation de la quote-part de résultat de Getlink sur la période allant du 27 avril au 30 juin 2023 (7 millions d'euros) et d'autre part, la prise en compte d'un produit non récurrent de 29 millions d'euros correspondant à un écart d'évaluation des titres Getlink au 27 avril 2023. Ce dernier a été comptabilisé en autres produits financiers.

Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 392 millions d'euros contre 354 millions d'euros au 1er semestre 2022.

Situation financière

Le cash-flow libre, proche de zéro au 1er semestre en 2021 et 2022, est de 276 millions d'euros cette année, ce qui constitue une bonne performance au regard de la saisonnalité des Travaux. Elle s'explique par la hausse de l'Ebitda (+ 173 millions d'euros), la maîtrise du besoin en fonds de roulement et la diminution des investissements. La variation saisonnière du besoin en fonds de roulement du Groupe est stable sur le semestre à 484 millions d'euros. Elle diminue en Travaux (466 millions d'euros contre 540 millions d'euros au 1er semestre 2022) en dépit de la croissance d'activité. La baisse des investissements à 448 millions d'euros (601 millions d'euros au 1er semestre 2022) est principalement due à l'achèvement des travaux et à la mise en service de l'A79 fin 2022.

Eiffage a procédé, au 1er semestre, à une annulation de titres simultanément à l'augmentation de capital réservée aux salariés. La part du capital auto-détenue au 30 juin 2023 est de 1,6 % contre 3,4 % au 31 décembre 2022 et 2,6 % au 30 juin 2022.

L'endettement financier net s'établit à 10,6 milliards d'euros, en hausse de 0,6 milliard d'euros sur 12 mois, compte tenu d'importants investissements de croissance externe réalisés depuis juin 2022 (1,7 milliard d'euros dont 0,2 milliard d'euros pour le rachat de 49 % du Viaduc de Millau le 12 juin 2023).

Financements

Le Groupe dispose d'une structure financière solide tant au niveau d'Eiffage SA (et de ses filiales Travaux), bénéficiant d'une notation court terme de F2, que de ses entités concessionnaires dont la plus importante est APRR notée A stable par Fitch et A- stable par S&P.

Eiffage SA et ses filiales Travaux disposent au 30 juin 2023 d'une liquidité de 3,6 milliards d'euros composée de 1,6 milliard d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire, sans covenant financier et non tirée, de 2 milliards d'euros. Cette facilité est à échéance 2026 pour la quasi-totalité du montant. La liquidité d'Eiffage SA est en baisse de 1,2 milliard d'euros sur un an en conséquence des investissements de croissance externe pour près de 1,7 milliard d'euros réalisés sur les 12 derniers mois et de l'arrêt du programme de titrisation de créances commerciales du Groupe en décembre 2022 (encours de 0,46 milliard d'euros au 30 juin 2022). Pour rappel, le 30 juin 2022, Eiffage S.A. avait cédé à APRR S.A. la société concessionnaire de la nouvelle autoroute A79 (Aliae) pour près de 0,7 milliard d'euros.

APRR dispose pour elle-même, au 30 juin 2023, d'une liquidité de 3,1 milliards d'euros composée de 1,1 milliard d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire non tirée de 2 milliards d'euros. Cette facilité est à échéance 2027 pour la quasi-totalité de ce montant.

La liquidité d'APRR est en hausse de 0,2 milliards d'euros sur un an. APRR a par ailleurs réalisé le 11 mai 2023 une émission obligataire de 0,7 milliard d'euros à échéance janvier 2030 pour un coupon de 3,125 %.

Transition écologique

Eiffage a publié son quatrième rapport climat en 2023 dans le respect du référentiel de la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures). À travers cet exercice de transparence, le Groupe communique également à toutes ses parties prenantes :

- Sa stratégie environnementale globale reposant sur les piliers de durabilité climat – biodiversité – ressources et la maîtrise des impacts directs.
- L'analyse des risques liés aux conséquences du changement climatique, en termes d'atténuation et d'adaptation
- Les opportunités de projets bas carbone permettant la décarbonation progressive du chiffre d'affaires.

Dans ce cadre, plusieurs plans d'action sont mis en œuvre :

- Carbone -climat :

Dans le contexte d'urgence climatique, les objectifs de réduction des émissions du Groupe ont été fixés par le Groupe selon la trajectoire 1,5°C et couvrent les scope 1, et 2 à hauteur de - 46 % et le scope 3 à hauteur de - 30 % sur la période 2019 - 2030. Cette trajectoire du Groupe est en cours de validation par le SBTi. (Science Based Targets initiative).

Par ailleurs, Eiffage mobilise la chaîne de valeur pour mieux mesurer les émissions carbone de ses achats grâce à l'échange et la vérification des données d'analyse de cycle de vie des produits.

- Biodiversité :

Eiffage a renouvelé son engagement pour la biodiversité sur la période 2023-2025 auprès de l'OFB dans le cadre du dispositif «Entreprises engagées pour la nature », avec un plan d'actions détaillé couvrant les périmètres opérationnels des métiers du Groupe.

- Economie circulaire :

Fin 2022, Eiffage a formalisé sa stratégie économie circulaire. Elle vise à réduire l'extraction des matières vierges, caractériser et réemployer les matériaux, prolonger la durée de vie et assurer la réversibilité des ouvrages.

- Innovation transverse :

En juillet 2023, Eiffage et le club industriel Sekoya ont récompensé 5 innovations au service de la préservation de la ressource en eau et la déconstruction-reconstruction responsable lors du 5ème appel à solutions.

En 2023, Eiffage a publié pour la 1ère fois la part de son chiffre d'affaires sur l'année 2022 (17 %), des dépenses d'investissement (15 %) et des dépenses opérationnelles (17 %) alignées avec les objectifs climatiques du référentiel européen des activités durables (Taxonomie européenne).

Perspectives 2023

Le carnet de commandes des Travaux atteint 19,8 milliards d'euros, en augmentation de 1,8 milliard d'euros sur un an (+ 10 %) représentant 13,4 mois d'activité. Cette augmentation est portée notamment par les chantiers d'énergies renouvelables et d'infrastructures de transport.

Le Groupe confirme ainsi ses perspectives pour 2023 :

- Dans les Travaux, une nouvelle augmentation de son activité, différenciée selon les métiers, dans une démarche toujours sélective de prise d'affaires.
- Dans les Concessions, un chiffre d'affaires également en hausse grâce à la normalisation progressive du trafic aéroportuaire, l'intégration de Sun'R, le démarrage de Nové, la contribution de l'autoroute A79 en année pleine et l'augmentation du trafic autoroutier.

Dans ce contexte, le Groupe prévoit une nouvelle augmentation de son résultat opérationnel courant en Travaux et en Concessions ainsi que de son résultat net part du Groupe.

Principaux risques – transactions entre parties liées

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 201 à 207 du document d'enregistrement universel 2022 de la société enregistrée sous le n° D.23-0156. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2ème semestre 2023. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 11 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023.

Les transactions entre parties liées sont exposées en note 16 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023.

III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023

Bilan consolidé

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2023	31 décembre 2022
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		2 047	1 928
Droits d'utilisation des actifs loués		1 108	1 049
Immeubles de placement		78	81
Immobilisations incorporelles du domaine concédé		11 204	11 481
Goodwill		3 719	3 702
Autres immobilisations incorporelles		237	233
Participations dans les sociétés mises en équivalence	8	2 011	296
Actifs financiers sur accords de concession de services non courants	11	1 279	1 314
Autres actifs financiers non courants	11	305	1 872
Impôts différés	9	214	180
Autres actifs non courants		1	-
Total actif non courant		22 203	22 136
Actif courant			
Stocks		978	1 010
Clients et autres débiteurs		6 642	6 114
Impôts courants		34	28
Actifs financiers sur accords de concession de services courants	11	68	67
Autres actifs courants		2 188	2 085
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11-12	3 392	4 756
Actifs détenus en vue de la vente		-	-
Total actif courant		13 302	14 060
Total de l'actif		35 505	36 196

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2023	31 décembre 2022
Capitaux propres			
Capital	10	392	392
Réserves consolidées		5 328	4 744
Cumul des autres éléments du résultat global		63	144
Résultat de l'exercice		392	896
Capitaux propres part du Groupe		6 175	6 176
Participations ne donnant pas le contrôle		1 374	1 248
Total des capitaux propres		7 549	7 424
Passif non courant			
Emprunts	11-13	11 963	11 843
Dettes de location	13	757	716
Impôts différés	9	824	845
Provisions non courantes	14	705	720
Autres passifs non courants		180	177
Total passif non courant		14 429	14 301
Passif courant			
Fournisseurs et autres créanciers		4 877	4 817
Emprunts et dettes financières diverses	11-13	1 294	2 353
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	11-13	790	733
Partie à moins d'un an des dettes de location	13	304	291
Dettes d'impôt sur le résultat		222	243
Provisions courantes	14	811	805
Autres passifs		5 229	5 229
Passifs détenus en vue de la vente		-	-
Total passif courant		13 527	14 471
Total des capitaux propres et passifs		35 505	36 196

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2023	30 Juin 2022
Produits des activités opérationnelles (1)	5	10 656	9 787
Autres produits de l'activité		7	7
Achats consommés		(1 943)	(1 705)
Charges de personnel		(2 348)	(2 171)
Charges externes		(4 490)	(4 213)
Impôts et taxes		(223)	(215)
Dotations aux amortissements		(664)	(624)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		(27)	12
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		4	13
Autres produits et charges d'exploitation		37	34
Résultat opérationnel courant		1 009	925
Autres produits et charges opérationnels		(28)	(20)
Résultat opérationnel		981	905
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		45	11
Coût de l'endettement financier brut		(203)	(136)
Coût de l'endettement financier net		(158)	(125)
Autres produits et charges financiers		16	(5)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		13	14
Impôt sur le résultat		(220)	(204)
Résultat net		632	585
- Part du Groupe		392	354
- Participations ne donnant pas le contrôle		240	231
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :			
Résultat de base par action (part du Groupe)		4,11	3,75
Résultat dilué par action (part du Groupe)		4,07	3,71
(1) Dont chiffre d'affaires construction des Concessions IFRIC 12 :		85	147

Etat du résultat global

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2023	30 Juin 2022
Résultat net		632	585
Éléments non recyclables en résultat net			
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies		-	52
Réévaluation d'actifs financiers		200	63
Impôt sur éléments non recyclables		(52)	(30)
Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalences		-	-
Éléments recyclables en résultat net			
Ecarts de conversion		-	(2)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (1)		(7)	203
Impôts sur éléments recyclables		2	(52)
Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence		(5)	67
Autres éléments du résultat global		138	301
Résultat global		770	886
- Part du Groupe		531	635
- Participations ne donnant pas le contrôle		239	251
(1) Dont montant recyclé en résultat net de la période		2	(16)

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Réévaluation d'actifs financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
En millions d'euros										
Capitaux propres au 01/01/2022	392	510	4 731	6	(156)	72	(65)	5 490	1 227	6 717
Opérations sur capital	-	16	-	-	-	-	-	16	-	16
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	(111)	-	-	-	-	(111)	-	(111)
Paiements fondés sur des actions	-	-	13	-	-	-	-	13	(3)	10
Distribution	-	-	(296)	-	-	-	-	(296)	(233)	(529)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Transactions avec les actionnaires	-	16	(394)	-	-	-	-	(378)	(227)	(605)
Résultat net de la période	-	-	354	-	-	-	-	354	231	585
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(2)	199	47	37	281	20	301
Résultat global	-	-	354	(2)	199	47	37	635	251	886
Capitaux propres au 30/06/2022	392	526	4 691	4	43	119	(28)	5 747	1 251	6 998
Capitaux propres au 01/01/2023	392	526	5 114	6	125	30	(17)	6 176	1 248	7 424
Opérations sur capital	-	24	-	-	-	-	-	24	1	25
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	76	-	-	-	-	76	-	76
Paiements fondés sur des actions	-	-	34	-	-	-	-	34	(2)	32
Distribution	-	-	(350)	-	-	-	-	(350)	(229)	(579)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	(96)	49	(102)	(178)	11	(316)	117	(199)
Transactions avec les actionnaires	-	24	(336)	49	(102)	(178)	11	(532)	(113)	(645)
Résultat net de la période	-	-	392	-	-	-	-	392	240	632
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(9)	148	-	139	(1)	138
Résultat global	-	-	392	-	(9)	148	-	531	239	770
Capitaux propres au 30/06/2023	392	550	5 170	55	14	-	(6)	6 175	1 374	7 549

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2023	30 Juin 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	12	4 621	4 724
Incidence des variations de cours des devises		3	1
Trésorerie d'ouverture corrigée		4 624	4 725
Résultat net		632	585
Résultat des sociétés mises en équivalence		(13)	(14)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		42	5
Dotations aux amortissements		664	624
Dotations nettes aux provisions		(10)	(20)
Autres résultats sans effet sur la trésorerie		39	32
Résultat sur cessions		(20)	(12)
Autofinancement		1 334	1 200
Charge nette d'intérêts		129	106
Intérêts versés		(185)	(164)
Charge d'impôt sur le résultat		220	204
Impôt sur le résultat payé		(290)	(260)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(484)	(486)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)		724	600
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(268)	(167)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé		(111)	(332)
Acquisitions d'immobilisations financières		(1)	(10)
Cessions et diminutions d'immobilisations		96	66
Investissements opérationnels nets		(284)	(443)
Acquisitions de titres de participation		(44)	(49)
Cessions de titres de participation et d'actifs correspondant à des cessions d'activité		2	1
Trésorerie des entités acquises/cédées		(4)	9
Investissements financiers nets		(46)	(39)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)		(330)	(482)
Dividendes versés aux actionnaires (1)		(579)	(529)
Augmentation de capital		213	186
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires (2)		(247)	(21)
Rachats et reventes d'actions propres		(112)	(280)
Remboursement des dettes de location		(164)	(158)
Remboursement d'emprunts (3)		(1 818)	(522)
Emission d'emprunts (3)		794	590
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)		(1 913)	(734)
Variation des autres actifs financiers (IV)		-	-
Variation de trésorerie (I + II + III + IV)		(1 519)	(616)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	12	3 105	4 109

(1) Dont dividendes versés par Eiffage SA au 1er semestre 2023 : 350 millions d'euros (296 millions d'euros en 2022).

(2) Dont 236,5 millions d'euros relatifs à l'achat de 49 % du capital de la société concessionnaire du viaduc de Millau.

(3) Les postes "Remboursement d'emprunts" et "Emission d'emprunts" intègrent pour le groupe Financière Eiffage respectivement (1 360) millions d'euros et 700 millions d'euros sur le 1er semestre 2023 et (231) millions d'euros et 500 millions d'euros sur le 1er semestre 2022

Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le siège social du Groupe Eiffage est situé 3-7, place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France.

Ses actions sont cotées sur Euronext Paris compartiment A.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2023 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 août 2023.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sont disponibles sur le site web www.eiffage.com ou sur demande au Siège Social.

1.1. Faits significatifs du 1er semestre 2023

– Capital

Au cours du 1er semestre 2023, Eiffage SA a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe en France et à l'étranger, ayant conduit à l'émission de 2 118 207 actions nouvelles et a annulé le même nombre d'actions auto détenues. A l'issue de ces opérations, le capital social de la société reste inchangé à 392 000 000 euros divisé en 98 000 000 actions de 4 euros de nominal.

– Nouveaux financements

APRR a réalisé le 11 mai 2023 une émission obligataire de 700 millions d'euros à échéance janvier 2030 pour un coupon de 3,125%.

1.2. Evénements post-clôture

Le Groupe n'a pas eu connaissance d'événements particuliers entre le 30 juin 2023 et le 30 août 2023, date d'arrêtés des comptes par le Conseil d'Administration, nécessitant une information complémentaire.

2. Saisonnalité de l'activité

Les métiers exercés par le Groupe sont affectés par la saisonnalité de leur activité, en particulier dans les domaines des travaux routiers en raison des conditions climatiques moins favorables sur le 1er semestre et des concessions autoroutières en raison du trafic plus élevé constaté au cours de la période estivale du début du 2ème semestre. Le chiffre d'affaires et le résultat du 1er semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par ailleurs par une consommation de trésorerie d'exploitation au cours du 1er semestre.

L'impact de cette saisonnalité ne fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels.

3. Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2023 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice 2022, à l'exception des normes et amendements suivants applicables au 1^{er} janvier 2023, sans impact sur les états financiers :

- IFRS 17 « Contrats d'assurance »
- amendements IAS 1 « Présentation des états financiers »
- amendements IAS 8 « Définition des estimations comptables »
- amendements IAS12 « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »

Par ailleurs, concernant la réforme des retraites en France pour laquelle la loi a été promulguée le 14 avril 2023, le Groupe a pris en compte les impacts des modifications de régime dans ses états financiers du 30 juin 2023, conformément à IAS 19. Cette réforme s'articule autour de deux points principaux à savoir le recul progressif de l'âge légal de départ en retraite (de 62 à 64 ans) et l'augmentation de la durée de cotisation (à 43 annuités) pour bénéficier du taux plein.

Enfin, suite au retrait du communiqué du CNC de 2004 qui régissait les modalités de valorisation de la charge pour les actions acquises dans le cadre d'un plan d'actionnariat salarié, le Groupe a revu sa méthodologie de calcul en lien avec la norme IFRS 2 « Paiements en actions » pour valoriser l'avantage octroyé aux salariés bénéficiaires.

4. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes et provisions au passif, produits au compte de résultat).
- Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles, en tenant compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.
- Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe ;
- les provisions et notamment les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés où les calculs prennent en compte les taux d'actualisation et les indices d'indexation des contrats de travaux ;
- la valorisation des paiements en actions reposant sur des hypothèses actuarielles (volatilité, taux d'intérêt, progression du dividende) ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflation, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation) ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés.

5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

Construction: aménagement urbain, conception-construction de bâtiments, promotion immobilière, maintenance et travaux services ;

Infrastructures: génie civil, conception-construction routière et ferroviaire, assainissement, terrassement et construction métallique ;

Energie Systèmes: conception, réalisation, intégration et exploitation maintenance de systèmes et d'équipements d'énergies et de télécommunications ;

Concessions: construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrats de concession et de partenariats public-privé, développement des énergies renouvelables (hydroélectriques et photovoltaïques) ;

Holding: gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

5.1. Premier semestre 2023

– Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Énergie Systèmes	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	2 216	3 780	2 809	1 843	8	-	10 656
Produits inter-secteurs	28	39	46	2	132	(247)	-
Produits des activités opérationnelles	2 244	3 819	2 855	1 845	140	(247)	10 656
Résultat opérationnel courant	75	(19)	122	847	(16)	-	1 009
Résultat opérationnel	61	(26)	116	846	(16)	-	981
Bilan							
Total bilan	2 597	5 783	3 675	15 526	7 924	-	35 505

– Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	7 918	2 502	236
Actifs non courants	20 388	1 601	214
Total bilan	31 909	3 198	398

Les produits des activités opérationnelles correspondent au chiffre d'affaires publié déduction faite des ventes intersecteurs, augmenté du chiffre d'affaires construction des concessions (IFRIC12) et des produits des activités annexes.

5.2. Premier semestre 2022

– Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Énergie Systèmes	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	2 110	3 490	2 420	1 743	24	-	9 787
Produits inter-secteurs	13	54	46	3	120	(236)	-
Produits des activités opérationnelles	2 123	3 544	2 466	1 746	144	(236)	9 787
Résultat opérationnel courant	71	(33)	97	791	(1)	-	925
Résultat opérationnel	64	(39)	90	791	(1)	-	905
Bilan							
Total bilan	2 485	5 177	3 084	15 675	7 765	-	34 186

– Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	7 457	2 079	251
Actifs non courants	19 062	1 365	186
Total bilan	31 100	2 624	462

Les produits des activités opérationnelles correspondent au chiffre d'affaires publié déduction faite des ventes intersecteurs, augmenté du chiffre d'affaires construction des concessions (IFRIC12) et des produits des activités annexes.

6. Principales évolutions du périmètre de consolidation

En 2022, suite à l'acquisition d'une participation complémentaire de 13,7%, Eiffage était devenu le premier actionnaire de Getlink, société concessionnaire du tunnel sous la Manche, en détenant 18,79% du capital. Le 27 avril 2023, la nomination de deux administrateurs représentants d'Eiffage au conseil d'administration de Getlink permet de considérer qu'Eiffage exerce une influence notable justifiant ainsi la comptabilisation de cette participation en mise en équivalence à compter de cette date. Le Groupe a utilisé la méthode du coût pour valoriser l'entrée dans le périmètre de consolidation générant :

- Une valeur des titres mis en équivalence de 1 757 millions d'euros,
- Un goodwill provisoire de 1 077 millions d'euros inclus dans la valeur des titres mis en équivalence,
- Un profit de 29 millions d'euros comptabilisé en « autres produits et charges financiers »,
- Une augmentation des réserves Groupe de 41 millions d'euros.

La quote-part de résultat de Getlink depuis le 27 avril 2023 s'élève à 7,2 millions d'euros

En juin 2023, Eiffage est devenu l'actionnaire unique de la société concessionnaire du Viaduc de Millau en achetant les 49% du capital détenu par la banque des territoires (Groupe Caisse des dépôts) pour 236,5 millions d'euros. Cette société était déjà initialement consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

7. Evaluation des goodwills et des immobilisations du domaine concédé

– Indices de perte de valeur et test de valeur

Conformément à IAS36 « Dépréciation d'actifs », le Groupe apprécie à chaque date d'arrêté s'il existe un indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur. Dans l'affirmative, un test de valeur est réalisé.

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté en date du 30 juin 2023.

8. Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence

Au 1er janvier 2023	296
Résultat de la période	13
Dividendes distribués	(42)
Augmentation de capital	-
Variation de juste valeur des instruments financiers	(5)
Autres (1)	1 749
Au 30 Juin 2022	2 011

(1) Dont 1 757 millions d'euros correspondant à la consolidation de Getlink.

9. Impôts différés

	30 Juin 2023	31 décembre 2022
Actifs	214	180
Passifs	824	845
Position nette passive	610	665

10. Capital social

Le capital social est composé de 98 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er janvier 2023	98 000 000	(3 320 640)	94 679 360
Annulation d'actions auto-détenues	(2 118 207)	2 118 207	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 118 207	-	2 118 207
Achat - vente - attribution	-	(343 316)	(343 316)
Au 30 Juin 2023	98 000 000	(1 545 749)	96 454 251

Au cours du 1er semestre 2023, au titre des plans d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 1 105 517 titres Eiffage et à l'attribution de 813 866 titres Eiffage.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 895 157 actions Eiffage ont été achetées et 843 492 vendues.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er Janvier 2022	98 000 000	(2 332 292)	95 667 708
Annulation d'actions auto-détenues	(1 942 683)	1 942 683	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	1 942 683	-	1 942 683
Achat - vente - attribution	-	(2 273 452)	(2 273 452)
Au 30 Juin 2022	98 000 000	(2 663 061)	95 336 939

Au cours du 1er semestre 2022, au titre des plans d'options et d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 3 052 125 titres Eiffage et à l'attribution de 812 007 titres Eiffage.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 850 186 actions Eiffage ont été achetées et 816 852 vendues.

11. Actifs et passifs financiers

– 30 juin 2023

Actifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables (1)			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
		Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
					Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables	
Actifs financiers non courants	1 584	1 389	104	91 ⁽²⁾	1 584	-	1 584	
Actifs financiers courants	68	68	-	-	68		68	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 392	-	3 392	-	3 392	770	2 622	
Total	5 044	1 457	3 496	91	5 044	770	4 274	

(1) Au cours de du premier semestre 2023, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2023, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,1 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement LGV BPL, A'Lienor, Stade Pierre-Mauroy, Aéroport Toulouse-Blagnac, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2043.

Passifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
		Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
					Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables	
Emprunts non courants	11 963 ⁽¹⁾	11 958	-	5 ⁽²⁾	11 131		11 131	
Emprunts et autres financements courants	2 084 ⁽¹⁾	2 084	-	-	2 084		2 084	
Total	14 047	14 042	-	5	13 215		13 215	

(1) Dont 8 995 millions d'euros correspondant au montant de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2023, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,1 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement LGV BPL, A'Lienor, Stade Pierre-Mauroy, Aéroport Toulouse-Blagnac, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2043.

– 31 décembre 2022

Actifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables (1)			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
		Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Actifs financiers non courants	3 186	1 456	84	1 646 ⁽²⁾	3 186	1 646	1 540	
Actifs financiers courants	67	67	-	-	67		67	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 756	-	4 756	-	4 756	984	3 772	
Total	8 009	1 523	4 840	1 646	8 009	2 630	5 379	

(1) Au cours de l'exercice 2022, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) Dont 1 548 millions d'euros correspondant à la valorisation de Getlink et 98 millions d'euros à des instruments financiers de couverture. Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2022, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,1 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement LGV BPL, A'Lienor, Stade Pierre-Mauroy, Aéroport Toulouse-Blagnac, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2043.

Passifs financiers	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Catégories comptables		Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
			Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Emprunts non courants	11 843 ⁽¹⁾	11 837	-	6 ⁽²⁾	10 966		10 966	
Emprunts et autres financements courants	3 086 ⁽¹⁾	3 086	-	-	3 086		3 086	
Total	14 929	14 923	-	6	14 052		14 052	

(1) Dont 9 699 millions d'euros correspondant au montant de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2022, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,1 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement LGV BPL, A'Lienor, Stade Pierre-Mauroy, Aéroport Toulouse-Blagnac, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2043.

– Covenants financiers.

		30 Juin 2023	
Société	Covenants	dette associée	Calcul des ratios au 30 juin 2023
Eiffarie et APRR	. Dette nette / EBITDA inférieure à 7 . EBITDA / charges financières nettes supérieur à 2,2	1 078	3,2 15,8
VP2	. Ratio annuel de couverture du service de la dette au titre de l'année précédant le calcul et sur les 5 années suivantes supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée des prêts supérieur ou égal à 1,15 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée de la concession supérieur ou égal à 1,25	643	1,17 à 1,71 1,30 1,60
A'Liéonor	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	765	1,66 1,94 2,51
Eiffage Rail Express	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	809	1,62 1,60 1,73
Armanéo	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	133	1,84 1,72 2,00
Aéroport Toulouse Blagnac	. Ratio annuel historique de couverture du service de la dette / EBITDA inférieur ou égal à 5,50 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal 1,2	106	6,4 4,1
Groupe Sun'R	L'endettement du groupe Sun'R est constitué de la dette de dix sociétés notamment de sociétés de projets dédiées. Chacune d'elle respecte ses propres covenants (Ratios du 31/12/2022)	94	

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		30 Juin 2023	31 décembre 2022
Actif			
Trésorerie		2 613	3 772
Equivalents de trésorerie		779	984
	(I)	3 392	4 756
Passif			
Soldes créditeurs de banque	(II)	287	135
Trésorerie à la clôture	(I - II)	3 105	4 621

13. Variation des emprunts

	Début de l'exercice	Variation de périmètre	Autres mouvements	Juste valeur des instruments financiers	Augmentations	Diminutions	À la fin de la période
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (I)	13 583	26	229	(1)	748	(771)	13 814
Découverts bancaires	135	4	148	-	-	-	287
Autres emprunts et dettes financières diverses	2 218	(5)	(42)	1	46	(1 211)	1 007
Emprunts et dettes financières diverses (II)	2 353	(1)	106	1	46	(1 211)	1 294
Total (I + II)					794	(1 982)	

Rapprochement avec le Tableau des Flux de Trésorerie

Remboursement dettes de location (III)					-	(164)	
Emission et remboursement d'emprunts (IV)					794	(1 818)	
Total (III + IV)					794	(1 982)	

14. Provisions

	Début de l'exercice	Variations de périmètre et de change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	À la fin de la période
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	424	-	24	-	-	(19)	429
Provisions pour engagements de retraite	265	-	14	-	(25)	(8)	246
Provisions pour médailles du travail	27	-	-	-	-	(1)	26
Autres provisions non courantes	4	-	-	-	-	-	4
Provisions non courantes	720	-	38	-	(25)	(28)	705
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	57	-	2	(23)	-	19	55
Provisions pour pertes à terminaison	116	-	80	(68)	-	-	128
Provisions pour restructurations	16	-	1	(3)	-	-	14
Provisions pour risques immobiliers	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour garanties données	123	-	22	(4)	(43)	2	100
Provisions pour litiges et pénalités	87	-	11	(16)	(3)	-	79
Provisions pour engagements de retraite	18	-	-	(8)	-	8	18

Provisions pour médailles du travail	6	-	-	-	-	1	7
Provisions pour autres passifs	382	1	76	(24)	(23)	(2)	410
Provisions courantes	805	1	192	(146)	(69)	28	811

Chacune des lignes de provisions courantes indiquées ci-avant est l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an.

15. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence, l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

16. Transaction avec les parties liées

La nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué par rapport à celles décrites dans la note 11 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2022.

17. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe. Pour les filiales françaises, le taux utilisé est 25,83 %.

18. Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

De par son activité routière, le Groupe utilise des produits issus de l'industrie pétrolière pour la fabrication de ses matériaux.

A ce titre, ainsi qu'en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est susceptible d'être recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquence significative.

Concernant les contentieux décrits dans la note 9.2 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2022 :

- Pour celui avec la Métropole Européenne de Lille à propos du stade Pierre Mauroy, une audience au tribunal administratif de Lille s'est tenue le 4 juillet et le délibéré est attendu pour début septembre 2023.
- À propos de celui avec la région Île-de-France pour la rénovation des lycées, les expertises se sont poursuivies sur le premier semestre. Le conseil d'Etat a rendu plusieurs décisions en mai 2023 rejetant les pourvois des constructeurs en estimant que l'action de la Région n'était pas prescrite.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

IV. Rapport des Commissaires aux comptes

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Eiffage, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

– Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

– Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris la Défense, le 30 août 2023

KPMG Audit IS

Mazars

Philippe Bourhis

Associé

Olivier Thireau

Associé